

Encore trop d'inégalités hommes-femmes

Les écarts entre les taux d'activité des femmes et des hommes restent encore trop importants, a averti l'Organisation internationale du travail (OIT), qui craint même leur accroissement dans les prochaines années.



La principale constatation est que les femmes ont toujours beaucoup moins de chances que les hommes de participer au marché du travail en moyenne mondiale", explique l'OIT dans un rapport publié à la veille de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars. Ainsi, pour dix hommes ayant un emploi, seules six femmes en ont un, selon l'OIT. Les inégalités entre les sexes persistent également en ce qui concerne les salaires moyens, souligne par ailleurs l'OIT. Dans un échantillon de pays développés, émergents et en développement, les femmes gagnent en moyenne 20% de moins que les hommes. Le rapport se penche sur la dernière décennie et évalue les perspectives des femmes sur le marché du travail en examinant les écarts entre hommes et femmes à partir d'une sélection d'indicateurs statistiques, à savoir le taux d'activité, le chômage, l'emploi

informel et la pauvreté au travail. "Il montre que non seulement les femmes ont moins de chances que les hommes de participer au marché du travail, mais que, lorsqu'elles y participent, elles risquent davantage d'être au chômage ou d'occuper un emploi qui ne relève pas de la législation sur le marché du travail, des règles de sécurité sociale et des conventions collectives pertinentes", pointe le rapport. S'intéressant aux chefs d'entreprise, les auteurs notent qu'à l'échelle mondiale quatre fois plus d'hommes que de femmes exercent la fonction d'employeur en 2018. Les disparités de genre se retrouvent aussi dans les postes d'encadrement, où les femmes continuent de se heurter à des obstacles sur le marché du travail quand il s'agit d'accéder à ce type de postes, constate l'OIT. Le taux d'activité global des femmes, de 48,5% en 2018, est largement inférieur à celui des

hommes (75,0%). Depuis 1990, l'écart s'est réduit en grande partie jusqu'en 2009, puis "le rythme d'amélioration, qui ralentit depuis 2009, devrait marquer le pas en 2018-2021 et peut-être même s'inverser, ce qui pourrait réduire à néant les améliorations relativement mineures obtenues au cours de la dernière décennie". L'évolution est toutefois différente selon les niveaux de développement des pays. Ainsi, l'écart entre l'activité des hommes et celle des femmes se réduit dans les pays en développement et les pays développés, mais continue de se creuser dans les pays émergents. Cet écart grandissant dans les pays émergents n'est pas forcément négatif car, comme l'expliquent les auteurs du rapport, il "réflète également le fait qu'un nombre croissant de jeunes femmes suivent une éducation formelle, ce qui retarde leur entrée sur le marché du travail".

Qu'est-ce qu'une PME, ETI, et TPE ?

TPE est l'acronyme de Très petite entreprise, qui est une catégorie d'entreprises respectant le critère suivant : employant moins de 10 employés ou salariés. PME représente Petites et moyennes entreprises, qui est une catégorie d'entreprises respectant les deux règles ou critères émis par les instituts de statistiques : * un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros ou un total de bilan dont le montant est inférieur à 43 millions d'euros ; *un effectif moyen inférieur à 250 salariés. La classe des PME inclut donc les entités, allant de l'autoentrepreneur, de l'artisan, du commerçant, de la micro-entreprise (l'ensemble des TPE) jusqu'à la PME à la taille moyenne .C'est une segmentation statistique pour faciliter la compréhension des phénomènes économiques sous-jacents impactant les entreprises notamment en analysant les interactions entre elles.

En filigrane, on comprend que deux catégories complètes ce séquençage des entreprises : * les ETI – entreprises de tailles intermédiaires – respectant les deux variables suivantes : capital humain compris dans l'intervalle 250-4999 personnes et chiffre d'affaires annuel inférieur à 1.5 milliard d'euros ; * les grandes entreprises respectant les paramètres suivants : soit (non PME et non ETI) ; soit chiffre d'affaires moyen annuel supérieur à 1.5 milliard d'euros ou total de bilan supérieur à 2 milliards d'euros et effectif moyen supérieur à 5.000 individus. Une multinationale est une entreprise active sur plusieurs pays de manière significative – une grosse PME, ETI ou une grande entreprise par exemple. Une entreprise est dirigée par une personne physique appelée chef d'entreprise ou par un management straté-



gique et un management opérationnel dont la charge est de créer de la valeur dans la durée pour les propriétaires/actionnaires de l'organisation dans un contexte de res-

sources limitées et de contraintes élevées. Continuum de lecture via les sens de l'industrie du luxe, de l'industrie du bâtiment ou de l'industrie aéronautique.

RENCONTRE DE L'OPPOSITION

Djemaï : « leurs initiatives seront nulles et non avenues »

Non convié à la rencontre des partis et personnalités de l'opposition prévue le samedi 6 juillet, le secrétaire général du FLN, Mohamed Djemaï estime que les initiatives menées par ce qu'il a qualifié de « promoteurs de l'exclusion » seront « nulles et non avenues ». « Nous saluons toutes les initiatives de sortie de crise qui respectent le cadre constitutionnelle, qui s'éloignent des périodes de transition et qui optent pour la tenue des présidentielles », a déclaré Djemaï dans un entretien accordé à TSA publié hier.

Mais s'agissant des promoteurs de l'exclusion et de la marginalisation, je peux vous dire que leurs initiatives seront nulles et non avenues et sans effets sur la scène politique nationale. L'Algérie n'a pas besoin de courants politiques qui pratiquent l'exclusion dans la recherche d'une solution de sortie de crise », a-t-il estimé. Pour rappel, la rencontre de l'opposition prévue à l'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Benian (ESHRA), laquelle est coordonnée par l'ancien ministre Abdelaziz Rahabi. Il sera question de débattre d'« une feuille de route » de sortie de la crise politique que traverse le pays. La rencontre s'intitulera « Assises nationales du dialogue » et verra la participation de tous les acteurs sur la scène politique (partis, société civile, syndicats et militants du Hirak populaire), en vue « d'élaborer un document, objet de discussion et de validation, qui pourrait, une fois adopté, offrir au pays une sortie de crise », a confié à l'agence officielle le président du Conseil consultatif national du Front de la justice et du développement (FJD), Lakhdar Benkhellaf. Benkhellaf a indiqué également que les parties organisatrices de ces assises avait lancé des contacts avec les différents acteurs « depuis trois semaines », affirmant que « ceux qui ont été contactés sont des personnalités, des partis et des organisations ayant affiché leur volonté de participer à ces as-



sises ». Selon lui, parmi les personnalités ayant confirmé leur participation, l'avocat et militant des droits de l'homme, Ali Yahia Abdenmour, l'ancien chef de Gouvernement, Ahmed Benbitour, l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ahmed Taleb Ibrahim, la moudjahida Djamilia Bouhired, et la sœur de Larbi Ben M'hidi, a indiqué le même responsable, ajoutant que beaucoup d'autres seraient contactées, à l'instar de l'ancien président Liamine Zéroual, l'ancien chef de gouvernement, Mouloud Ham-

rouche et bien d'autres. S'agissant des partis politiques, Benkhellaf a souligné que « le parti du Front des Forces socialistes (FFS) a indiqué qu'il pourrait participer à ces assises, alors que celui du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) s'est montré réticent, sans pour autant fermer la porte à son éventuelle participation ». Benkhellaf a également précisé que « les personnalités conviées ne doivent pas être impliquées avec l'ancien régime, ni être partisans du cinquième mandat, les

Report du procès de l'homme d'affaires Kamel Chikhi, dit "El boucher", au 10 juillet

Le juge au pôle pénal spécialisé dans les affaires de corruption près le Tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé, hier, de reporter au 10 juillet, le procès de l'homme d'affaires Kamel Chikhi dit "El boucher" dans l'affaire des conservateurs fonciers. Ce report, pour la 3e fois consécutive, intervient à la demande de l'avocat de la défense de l'un des prévenus. Le même tribunal avait décidé, les 22 mai et 19 juin derniers, de reporter le procès de cette affaire liée aux documents, livrets fonciers et actes de propriété relatifs à la société de "Kamel El boucher". Le prévenu Kamel Chikhi, en détention provisoire avec 12 autres accusés, est poursuivi dans 4 affaires, dont celle de trafic de cocaïne qui "n'est pas encore enrôlée", selon une source judiciaire. L'ex-ministre de la Justice, Tayeb Louh avait indiqué que l'enquête instruite dans l'affaire de saisie de plus de 700 kg de cocaïne au port d'Oran avait révélé l'implication de plusieurs personnes dans des faits liés à la corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations. L'enquête préliminaire s'est soldée par le déferement de suspects devant la justice pour corruption et pots-de-vin versés en contrepartie de facilitations au profit du principal accusé dans l'affaire de cocaïne, mais dans le cadre d'une autre mission et d'une autre activité (promotion immobilière), a-t-on ajouté.

PRÉSIDENTIELLE

Bensalah et Bedoui passent en revue les dispositions pour le lancement d'un dialogue inclusif

Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu mardi, le Premier ministre, Nouredine Bedoui, avec lequel il a passé en revue les dispositions qui seront "incessamment" mises en place pour le lancement d'un "dialogue inclusif" portant sur l'élection présidentielle, indique la présidence de la République dans un communiqué. "Le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a reçu mardi, au siège de la présidence de la République, le Premier ministre, M. Nouredine Bedoui qui lui a fait un exposé sur la situation politique, économique et sociale du pays", précise la même source. A cette occasion, il a été procédé, notamment à "l'évaluation du contexte politique en prévision de la relance du processus électoral". A cet effet, il a été passé en revue l'ensemble des dispositions qui seront incessamment mises en place dans la perspective de lancement d'un dialogue inclusif portant sur toutes les

préoccupations concernant les prochaines élections présidentielles, dans le cadre d'une nouvelle approche qui sera annoncée par le chef de l'Etat dans les prochaines heures et qui sera de nature à permettre l'organisation du prochain scrutin présidentiel dans un climat d'entente et de sérénité,

souligne la présidence de la République. "A cet égard, le chef de l'Etat a instruit le Premier ministre pour que l'ensemble du gouvernement puisse se mobiliser afin de réunir toutes les conditions de succès de ce processus de portée stratégique pour notre pays", conclut le communiqué.

Sonatrach et Eni veulent accélérer les nouveaux projets de Berkine Nord

Sonatrach et le groupe italien Eni veulent accélérer le développement des nouveaux projets pétroliers et gaziers dans la région Berkine Nord, a annoncé mercredi la compagnie nationale des hydrocarbures dans un communiqué. "Sonatrach et Eni ont confirmé leur volonté d'accélérer le développement des nouveaux projets pétroliers et gaziers de Berkine Nord, ce qui permettra d'augmenter de façon significative la production, en contribuant au bilan global de la production", a précisé la même source. Cette confirmation a été faite lors



d'une rencontre, mardi à Alger, entre le P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi

et l'administrateur délégué d'Eni, Claudio Descalzi, pour "examiner l'avance-

ment des projets développés en partenariat entre les deux compagnies", a-t-on ajouté. Le projet en question comprend deux phases, dont la première, relative au développement pétrolier, a été mise en œuvre en mai dernier, trois mois seulement après l'entrée en vigueur de l'accord sur le bloc. La seconde phase, relative au développement gazier, débutera en septembre après l'achèvement du pipeline BRN-MLE. Le projet est un exemple de programme accéléré des travaux qui a vu l'engagement commun de Sonatrach et d'Eni, fondé sur une stratégie com-

mun consistant à accélérer la mise en exploitation par l'utilisation de la capacité de réalisation des sociétés locales et des filiales du groupe algérien. La première phase du projet pétrolier Berkine Nord générera, comme objectif, une production brute de 10.000 barils jour d'ici fin juillet/début août 2019, tandis que la mise en valeur de la partie gaz conduira d'ici la fin de l'année à une production de 6 millions de mètres cubes jour et de 7.000 barils jour de liquides associés. Pour rappel, Eni est présent en Algérie depuis 1981, avec une contribution importante dans la production.

LETTRE DE MOTIVATION

Pourquoi m'arracher les cheveux à écrire une lettre de motivation ? voilà la question que vous vous posez aujourd'hui, et plus généralement .Mais à quoi sert une lettre de motivation ?

1/ La lettre de motivation en théorie

Si on s'en tient à son titre, dans une lettre de motivation, vous devez exprimer ce qui vous motive à rejoindre telle entreprise à tel poste. Donc, une lettre de motivation pourrait ressembler à l'exemple suivant : « Ce qui me motive à vous adresser ma candidature pour faire un stage dans votre société, c'est le caractère innovant de vos produits. Je pense en particulier à votre dernier cadre de vélo en titane et matériaux composites. » Mainte-

nant, avec cette approche, le recruteur a du mal à voir ce que vous allez lui apporter... Par ailleurs, vous lui parlez d'éléments qu'il connaît mieux que vous.

2/ La lettre de motivation en réalité

La lettre de motivation est là pour motiver le recruteur à vous recevoir, pas pour tresser des lauriers à l'entreprise. Il s'agit donc de lui montrer dans votre lettre, de façon directe et si possible chiffrée, ce que vous pouvez apporter à son entreprise. L'idée, c'est qu'en parcourant votre courrier, le recruteur se dise « Oui, ce candidat peut m'apporter ce que je cherche, et plus encore ! Je le vois bien dans le poste.

3/ Exemple de rédaction

Pour illustrer l'exemple précé-



dent, cela pourrait donner quelque chose comme Durant mon Master, j'ai travaillé sur la conception de planches de surf,

avec emploi de matériaux composites. Résultat : un gain en poids de 27 %, à résistance égale. Vous voyez l'idée ? La question à

se poser est : qu'est ce que j'apporte à l'entreprise ? A contrario, fuyez toutes les affirmations gratuites du style « Je suis disponible et à l'écoute. Le recruteur ne va pas flasher sur des banalités.

En conclusion

Pour être vendeuse, la lettre de motivation doit s'appuyer sur du concret. Cela est d'autant plus vrai dans le cadre d'une candidature spontanée, quand l'entreprise n'est pas demandeuse. Un dernier conseil : veillez à créer une unité visuelle entre votre CV et votre lettre de motivation (même présentation, même police de caractère). Des documents trop différents pourraient surprendre le recruteur. (ICI, accès direct à mon programme de coaching Lettre de motivation + CV)